

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي
UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA
UNIÓN AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ
1156 ÈME RÉUNION AU NIVEAU
DES CHEFS D'ÉTATS ET DE GOUVERNEMENT
27 MAI 2023
ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

**DECLARATION DE S.E. MOUSSA FAKI MAHAMAT, PRESIDENT DE LA COMMISSION, SUR LA
SITUATION AU SOUDAN**

**DECLARATION DE S.E. MOUSSA FAKI MAHAMAT, PRESIDENT DE LA COMMISSION, SUR LA
SITUATION AU SOUDAN**

- Excellence Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda et Président du Conseil de Paix et de Sécurité pour le mois de Mai,
- Excellence Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores et Président de l'Union Africaine,
- Excellences, messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Mesdames et Messieurs les , Membres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs, les Ministres, Messieurs les Secretaires généraux des Nations Unies, de la ligue des États arabes et de l'Igad

Distingués invités

Mesdames et Messieurs

Je voudrais remercier Son Excellence Youweri Museveni, Président de l'Ouganda et President du CPS d'avoir convoqué cette réunion extrêmement importante pour examiner la Situation très préoccupante qui règne au Soudan. Ce conflit a déclenché une crise humanitaire au Soudan et dans son voisinage immédiat. On estime à plus de 900 le nombre de civils morts depuis le début du conflit, à des milliers le nombre de blessés et à plus d'un million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan. Le conflit a entraîné jusqu'ici la destruction de très nombreuses infrastructures y compris les hôpitaux, la Banque Centrale, des Universités et les Archives nationales qui abritent la riche histoire de cette grande nation arabo- africaine.

Les périls de tensions et de conflits ethniques et raciaux croissants entre les communautés locales dans de nombreuses régions sont immenses. Même si les combats cessent aujourd'hui, il faudra peut-être une génération pour reconstruire ce qui a été perdu en un peu plus d'un mois.

Excellence Monsieur le Président,

Immédiatement après l'éclatement du conflit armé, j'ai publié une Déclaration appelant à une cessation immédiate des combats. Mon message aujourd'hui, six semaines exactement après le début du conflit, reste le même: les belligérants doivent cesser immédiatement les combats et trouver une voie vers une solution pacifique de leurs différends et une reprise du processus politique conduisant à un Gouvernement civil démocratique, en mesure de se concentrer sur la

reconstruction de l'État et de ses infrastructures. J'ai répété à maintes reprises qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire à ce conflit insensé. J'ai fortement insisté sur ce point lors du Sommet Arabe de Jeddah, en Arabie Saoudite, il y'a quelques jours. Ce message a été repris par le Commissaire chargé des Affaires politiques, Paix et Sécurité et mon porte-parole sur le dossier soudanais lors de leurs interventions respectivement devant le Conseil de sécurité des Nations Unies et avec les médias internationaux. Plus les combats se poursuivent, plus les risques d'un effondrement complet du Soudan augmentent. Cela aura sans aucun doute des conséquences extrêmement graves pour la région et, au-delà, pour le monde entier.

Excellences,

le risque de guerre civile au Soudan est réel avec de graves conséquences négatives pour ses voisins immédiats et pour la Corne de l'Afrique dans son ensemble.

L'Union Africaine s'est félicitée des deux récents Accords signés entre les belligérants à Jeddah, sous la facilitation de l'Arabie Saoudite et des États-Unis. Ces deux Accords fournissent une base pour un Cessez-le-feu global qui pourrait rendre possible le déploiement urgent de l'aide humanitaire.

Excellence Monsieur le Président,

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat,

Mesdames et Messieurs,

Suite aux nombreuses interactions avec les belligérants et d'autres parties prenantes principales de l'espace politique soudanais, la Commission de l'UA a élaboré une Feuille de route complète, axée sur les piliers suivants qui doivent être considérés comme des priorités très urgentes :

- le premier est de mettre un terme immédiat aux combats pour un Cessez-le-feu global. Nous avons remarqué que malgré les violations du Cessez le feu actuel, il y a une amélioration depuis avant-hier. Cette amélioration doit être renforcée par tous les moyens dont nous disposons.

- le deuxième est de faire face à la situation humanitaire désastreuse. Toutes les agences spécialisées multilatérales et certaines agences bilatérales sont déjà prêtes à intervenir et nombre d'entre elles ont commencé à apporter leur aide là où c'est possible.

J'espère que cette tendance pourrait s'améliorer les jours prochains.

- le troisième est de protéger les civils et de respecter le Droit International Humanitaire. Nous devons coordonner la collecte des violations et avertir toutes les parties sur les risques auxquels elles s'exposent en cas de violation établie.

- le quatrième est d'approcher les pays de la Région, car la crise a déjà eu de graves conséquences au-delà des frontières Soudanaises.

A cet égard, nous sommes dans un processus avancé pour mettre en œuvre cet aspect. Différentes missions seront déployées très prochainement pour échanger de façon approfondie avec eux.

Dans le cinquième pilier, une Feuille de route, mettant l'accent sur la dimension cruciale d'un processus politique inclusif pour une solution du conflit, est déjà élaborée. Cette nécessité fondamentale devrait ouvrir grandement la porte aux acteurs politiques et sociaux de tous horizons, y compris les signataires des accords de Juba, pour jouer un rôle de premier plan dans l'approche de solution.

De nombreux échanges sont en cours entre l'UA et les principaux acteurs militaires, civils, politiques et sociaux pour développer cette dimension centrale. À notre avis, ce n'est pas une question qui peut être reportée. Un Dialogue politique inclusif visant le retour à une Transition civile pour reconstruire les services publics, répondre aux besoins urgents de la population et engager le pays dans la direction des élections démocratiques, libres et régulières, est primordial. Cela peut être un levier puissant pour consolider le Cessez-le-feu et s'opposer à sa rupture et à sa violation.

Le sixième pilier est l'unification des efforts internationaux. À notre avis, la multiplicité des approches étrangères est plutôt un facteur de complication qu'une facilitation de la solution.

À cet égard, l'Union Africaine a identifié, comme l'une de ses priorités, la mise en place d'un Mécanisme de Coordination, qui rassemblerait toutes les principales parties prenantes, régionales et internationales, ayant un intérêt pour la stabilité, l'unité et la sécurité du Soudan.

Dans ce sens, nous avons déjà mis en place le "Mécanisme élargi sur la Crise au Soudan", qui s'est réuni deux fois, dont la Première au niveau Ministériel, et la seconde, à Addis Abeba, au niveau des représentants accrédités auprès du Union Africaine. Il est important que toutes les parties prenantes parlent d'une seule voix et tirent parti de leurs capacités pour trouver une solution pacifique à la crise au Soudan. Des invitations ont été envoyées pour convoquer la troisième réunion du Mécanisme élargi, juste après votre réunion d'aujourd'hui. Cette troisième réunion sera l'occasion pour l'Union Africaine d'informer nos partenaires sur les décisions que vous aurez à prendre aujourd'hui.

À partir de ce Mécanisme élargi, l'UA a identifié un Groupe restreint, qui fournira des orientations quotidiennes à l'engagement de la communauté internationale avec les parties prenantes Soudanaises et, si nécessaire, développera un processus de Médiation et de facilitation. Des consultations actives sont en cours pour convoquer sa première réunion. Les membres de la Trilatérale (UA, IGAD et ONU) en seront le noyau. La Ligue des États Arabes, l'Union Européenne et les membres du Quad, à savoir l'Arabie Saoudite, les États-Unis, les Émirats Arabes Unis, le Royaume-Uni peuvent rejoindre la Trilatérale qui travaillait intensivement sur le Soudan. Un ou

deux pays voisins pourraient y être conviés également. En plus de cela, nous souhaitons établir un Groupe de Contact spécial des États voisins.

Comme indiqué précédemment, l'UA s'engagera dans une navette diplomatique en direction de tous les États voisins du Soudan et de la Région de la Corne, afin de s'assurer qu'ils adoptent une approche commune et qu'ils soutiennent les efforts de l'UA pour trouver une solution durable à la crise multidimensionnelle au Soudan.

Excellence Monsieur le Président,

Excellences Chefs d'Etat,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais assurer ce Conseil de mon engagement total à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires, en mobilisant toutes les ressources humaines de l'UA, en pleine coopération avec tous les acteurs Régionaux et internationaux pour résoudre la crise au Soudan, mettre fin à la guerre, soulager les souffrances du peuple Soudanais, éviter toute internationalisation dangereuse de cette crise Africaine, ramener pacifiquement le Soudan à un processus politique inclusif, à travers un dialogue crédible, essentiellement approprié par les soudanais eux-mêmes.

Une fois de plus, je tiens à remercier le Président du CPS, Son Excellence Museveni d'avoir convoqué cette réunion à un niveau aussi élevé. President Museveni, nous avons besoin de votre sagesse, de votre attachement au panafricanisme pour nous inspirer dans ces moments difficiles que nous traversons.

La crise au Soudan est sans précédent et la souffrance des Soudanais ordinaires est immense. Il nous incombe, en tant qu'Africains, de faire preuve du Leadership Continental requis et de donner un sens concret au mantra des « Solutions Africaines aux Problèmes Africains ».

Je vous remercie de votre haute attention